

<https://www.pressegauche.org/La-CAQ-et-le-tramway>



La CAQ et le tramway

- Politique québécoise - Municipalités et régions -



Date de mise en ligne : mardi 2 mars 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Québec, 28 février 2021 - Depuis le début de la nouvelle année le gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) se permet de détruire le projet de tramway qui constitue l'épine dorsale du futur réseau structurant de transport en commun de la Capitale. L'attitude du premier ministre, M. François Legault et de son ministre des Transports, M. François Bonnardel, est parfaitement indigne. Le Collectif La ville que nous voulons considère que le comportement de ce gouvernement dans le dossier du tramway de Québec et de la consolidation du réseau de transport collectif est intolérable.

Comment ce gouvernement peut-il justifier ses tergiversations, ses remises en question, ses affirmations trompeuses alors que les citoyennes et les citoyens de Québec ont besoin que se réalise ce projet malgré ses imperfections. Nous exigeons plus de sérieux dans la gestion de ce dossier, nous exigeons que les décisions soient prises de telle sorte que le projet de tramway de Québec ne soit pas compromis.

Comment ce gouvernement, en plein 21^e siècle, peut-il compromettre de manière aussi désinvolte et méprisante un projet qui desservira l'ensemble de la population, qu'elle se trouve au centre-ville ou dans les arrondissements et quartiers à l'ouest, au nord et à l'est.

Ce que nous voulons pour un meilleur transport collectif

Par ailleurs, depuis quelques mois la Ville de Québec s'est acharnée à modifier le projet de Réseau structurant de transport en commun afin de répondre aux pressions du gouvernement pour limiter les dépenses aux 3,3 milliards de dollars déterminés et qui sont devenus insuffisants pour que le futur réseau de transport en commun de Québec, avec le tramway, soit utile et efficace.

Dans cette perspective nous demandons que le trambus soit rétabli tel que prévu initialement. De plus, il faut écarter l'idée de raccourcir le trajet du tramway qui doit se rendre jusque dans Charlesbourg. Le gouvernement du Québec doit s'engager à le financer adéquatement malgré l'évidence qu'il faudra dépasser la limite imposée jusqu'à maintenant.

Certes, il est nécessaire d'améliorer le futur Réseau prioritairement pour protéger l'environnement. À cet égard, il faut protéger les arbres qui se trouvent sur le parcours du tramway ; pour le Collectif *La ville que nous voulons* les milieux verts doivent passer avant les automobiles. Cependant, les inconvénients que pourraient connaître les résident.e.s sur les artères du parcours du tramway peuvent certainement trouver des solutions. Notre Collectif est convaincu qu'il y a lieu de mettre en place des tables de concertations avec les citoyen.ne.s pour trouver des solutions acceptables qui assureraient la protection des arbres et des espaces verts qui sont touchés par le projet actuel.

Le 3^e lien routier doit être abandonné

En parallèle, le gouvernement du Québec et son ministre des Transports continuent de défendre l'idée de construire un tunnel routier pour relier Québec et Lévis. Les coûts environnementaux, sociaux et financiers d'un tel projet sont considérables et absolument incohérents avec l'objectif de lutte aux changements climatiques. Les sommes d'argent envisagées pour le tunnel seraient beaucoup mieux utilisées si elles visaient à relier efficacement les services de transports en commun entre les deux rives.

Si nous pouvons envisager un lien entre le centre-ville de Lévis et celui de Québec ce doit être pour le transport collectif. C'est à cette condition qu'un tunnel sous le fleuve pourrait être justifiable.

Il faut cesser les « guerres » politiques et aller de l'avant

Le Collectif *La ville que nous voulons* invite les responsables politiques de la Ville de Québec et du gouvernement du Québec à mettre fin immédiatement à leurs échanges déprimants. Nous doutons de la sincérité de propositions qui ne font que réduire la portée du Réseau structurant, à moins qu'elles ne visent qu'à le mettre en échec. Leur responsabilité première est d'assurer la réalisation d'un projet essentiel pour notre ville et même pour notre région.